

REVUE DE PRESSE
FEVRIER 2020

Revue de presse du 7 au 15 février 2020

Afrique

- Libye
- Soudan
- Syrie
- Tchad

Moyen-Orient

- Turquie

Europe

- Union Européenne
- Allemagne
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- France
- Grèce
- Italie
- Royaume Uni
- Serbie
- Suisse

Afrique

Libye

- **New York Times**, le 11 février 2020, Coast guard catches and returns 81 migrants off Libyan coast [EN]

Le 11 février 2020, 81 personnes tentant la traversée de la Méditerranée ont été interceptées par les garde-côtes libyens et renvoyées dans la capitale libyenne où elles sont retenues dans des centres de détention. Alors que les conditions de vie des personnes migrantes en Libye sont toujours aussi désastreuses, le nombre de personnes interceptées au cours du mois de janvier par les garde-côtes libyens a augmenté de 121% par rapport à janvier 2019. Le conflit armé en Libye continue de faire de nombreux dégâts parmi les civil·e·s. Le 6 février 2020, 15 personnes migrantes se sont échappées du centre de détention d'Abu Salim à Tripoli suite à des « bombardements aveugles » sur la capitale.

- **L'Orient-le jour**, le 13 février 2020, La Libye est à un tournant « critique », avertit le CICR

Le 13 février 2020, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a une nouvelle fois alerté sur la situation en Libye. Il précise que si la situation se détériore, elle poussera « la population à fuir le pays ». Selon le CICR, un ressortissant libyen sur quatre est désormais touché par le conflit. Le 12 février 2020, une résolution « pour un cessez-le-feu durable » du Conseil de sécurité de l'ONU a été approuvée, reste à voir si elle aura de l'effet.

- **Le Monde**, le 14 Février 2020, « A Tripoli la vulnérabilité des demandeurs d'asile est immense »**

Lors d'une interview, la porte-parole du HCR en Libye, a répondu à de nombreuses questions concernant la situation dans le pays. Elle assure que « la Libye n'est pas un pays sûr, ni une terre d'asile » et souligne que le contexte sécuritaire bloque les actions des ONG et des organisations Internationales. Un discours qui peut paraître paradoxal et décalé alors que certains bailleurs du HCR collaborent activement à la contention des personnes migrantes sur le territoire libyen.

Soudan

- **Médiapart**, le 11 février 2020, Emprisonnés, torturés, le sort d'exilés soudanais rejeté par l'Europe */**

Médiapart et le collectif *The Migration Newsroom* ont réalisé une enquête sur les exilé·e·s soudanais·e·s qui ont été expulsé·e·s de France, des Pays-Bas et d'Italie depuis 2017. Ils retracent le parcours de plusieurs ressortissants soudanais et montrent le sort funeste qui leur est réservé une fois renvoyés au Soudan (emprisonnements, violences, disparitions...). Ils dénoncent les arrestations arbitraires, les interrogatoires interminables et les filatures de ces exilé·e·s par les services de renseignements généraux soudanais. Cet article souligne que la collaboration des autorités européennes et soudanaises dans le renvoi forcé d'exilé·e·s au Soudan met en danger la vie de ces personnes. Largement dénoncés depuis 2017 par différentes ONG dont Migreurop¹, les renvois de ressortissants soudanais depuis l'Europe ne faiblissent pas.

¹ Migreurop, oct. 2017 « L'Europe collabore avec un dictateur pour mieux expulser vers le Soudan » <http://www.migreurop.org/article2837.html?lang=fr#nh1>

Syrie

- **Foreign Policy**, le 10 février 2020, [Desperate, Thousands of Syrians Flee Toward Turkish Border](#) [EN] **

Suite à l'assaut militaire des forces armées loyales au président Bachar al-Assad, les civil·e·s de la ville d'Idlib sont forcé·e·s de fuir, donnant lieu à la « plus grande crise humanitaire à ce jour ». Pas moins de 689 000 civil·e·s - majoritairement des femmes et des enfants - ont été obligé·e·s de quitter la ville depuis le 1^{er} décembre 2019. Début février 2020, la Turquie y a envoyé plusieurs milliers de soldats pour « décourager de nouvelles avancées du régime » de Bachar al-Assad et éviter « un afflux massif de réfugiés » en Turquie. Sur place, de nombreuses ONG humanitaires, dont l'ONG syrienne Watan, déclarent ne pas savoir comment gérer cette « crise sans précédent ».

Tchad

- **Tchad infos**, le 10 février 2020, [Le HCR entame le transfert des réfugiés soudanais sur le site de Kouchaguine-Moura](#)

Depuis plus d'une semaine, le HCR déplace des réfugiés soudanais présents à la frontière entre le Tchad et le Soudan, vers le centre situé à Kouchaguine-Moura à 133km de la frontière commune. Le centre est encore en construction, il est prévu qu'il accueille 40 000 personnes. Le 10 février 2020, ce centre comptait 81 abris familiaux, 240 dortoirs et 25 latrines et douches fonctionnelles.

Moyen-Orient

Turquie

- **Haber ercis**, le 8 février 2020, [Van'ın Çaldıran ilçesinde 13 mülteci donarak can verdi](#) [TU]
- **The new humanitarian**, le 6 février, [US-Iran tensions fuel Afghan returns](#). [EN]

Le 8 février, 13 personnes sont décédées d'hypothermie en tentant de traverser la frontière entre la Turquie et l'Iran. Le froid glacial de cette région entraîne chaque semaine davantage de décès parmi les personnes qui tentent de traverser cette frontière. Sur les 13 personnes retrouvées mortes, 10 sont Afghanes, et les familles attendent toujours qu'on leur remette les corps de leurs proches. La situation en Iran est de plus en plus complexe pour les exilé·e·s. Les tensions avec les États-Unis et les multiples sanctions que le pays impose à l'Iran ne font qu'augmenter les hostilités des locaux envers les ressortissant·e·s afghan·e·s réfugié·e·s en Iran et les poussent à quitter le pays. Ainsi, en janvier 2020 près de 23 000 réfugiés afghans ont dû quitter l'Iran et retourner en Afghanistan, souvent de force.

Europe

Union Européenne

- **Libération**, le 14 février 2020, [Un feu vert européen aux expulsions express de migrants](#)

Le 13 février 2020, les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme, réunis en Grande Chambre, ont finalement déclaré que l'Espagne n'avait pas bafoué les droits humains en renvoyant de façon expéditive (refoulements « à chaud ») deux personnes migrantes alors qu'elles étaient parvenues à entrer dans l'enclave espagnole de Melilla depuis le Maroc. La

Cour a donc statué à l'encontre du principe de non-refoulement, pierre angulaire du droit d'asile. Ce revirement de jurisprudence par rapport à 2017, où cette même Cour avait condamné l'Espagne pour les mêmes agissements, est lourde de conséquences pour les droits des personnes exilées en Europe.

Allemagne

- MIGAZIN, le 9 février 2020, Bundesregierung will Vorprüfung von Asylantträgen an EU-Außengrenzen [AL]

Le 8 février, un porte-parole du ministère fédéral de l'Intérieur allemand a annoncé sa volonté d'entamer des discussions à Bruxelles pour systématiser - dans le nouveau système d'asile européen - l'externalisation des demandes de protection. L'idée est à nouveau d'examiner les demandes d'asile dans les pays non-membres de l'UE, et de donner une réponse aux demandeurs avant qu'ils n'aient foulé le territoire européen.

Zeit, le 10 février 2020, Mehr Abschiebungen durch No-Name-Buchungen [AL]

Le 10 février 2020, le chef de la police fédérale allemande a fait savoir que celle-ci souhaite désormais mettre en place des « réservations sans nom » au sein des vols prévus pour le renvoi des exilé·e·s qui se sont vus intimer l'ordre de quitter le pays. L'idée serait de ne pas communiquer de noms officiels jusqu'à 3h avant le départ du vol afin d'éviter les fuites, mais aussi de pouvoir remplacer une personne par une autre jusqu'au dernier moment. La police fédérale souhaite aussi pouvoir expulser (sans en préciser les conditions) les personnes sans passeport allemand ayant commis une infraction pénale.

- **Der Tagesspiegel**, le 8 février 2020, Deutschland setzt seine Versprechen zur Flüchtlingsaufnahme nicht um [AL]

Le journal Der Tagesspiegel révèle que depuis « l'accord de Malte » (accord de répartition automatique des personnes migrantes en réponse au blocage de la réforme du Règlement Dublin) en septembre 2019², l'Allemagne n'a toujours pas accueilli de rescapé·e·s ayant débarqué dans le sud de l'Europe. Selon le ministère de l'Intérieur allemand cela est dû aux longues procédures administratives ayant cours en Italie et à Malte. Alors qu'en janvier 2020, le ministère fédéral de l'Intérieur se félicitait de l'accueil de 501 personnes en Allemagne, il s'avère que la procédure était antérieure à l'accord et n'avait donc aucun lien avec celui-ci.

Belgique

- **MSF**, le 13 février 2020, Aux îles Grecques, en Belgique ou encore en Italie, la destruction du droit d'asile est programmée

Le 13 février 2020 l'équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) qui travaille au « hub humanitaire » de Bruxelles (centre qui regroupe différents services d'aide aux personnes migrantes : soins médicaux, soins psychologiques, accompagnement social...), a dénoncé les multiples obstacles administratifs auxquels sont confrontés les demandeur·euse·s d'asile en Belgique pour se loger et/ou trouver une place dans un centre d'accueil. Cela fait suite aux mesures du gouvernement, pour exclure du droit à l'accueil les personnes en procédure Dublin n'ayant pas été renvoyées dans les temps dans le pays en charge de l'étude de leurs

² https://www.liberation.fr/planete/2019/09/23/un-pre-accord-conclu-a-malte-sur-une-repartition-automatique-des-migrants_1753094

dossiers, ou celles qui ont déjà obtenu la protection internationale dans un autre pays de l'UE. MSF a décidé de saisir le Conseil d'État belge pour demander l'annulation de ces mesures.

Croatie

- **Total Croatia news**, le 8 février 2020, [Green MEPs Consider EU Members Responsible for Migrant Situation on Croatian Border \[EN\]](#)

Lors d'un déplacement en Croatie des député·e·s du groupe Verts/Alliance libre européenne ont rencontré le ministre de l'Intérieur Croate et des militants de différentes associations. Par la suite, lors d'une interview, ils/elles ont pointé la responsabilité de tous les pays membres de l'Union Européenne dans la gestion des arrivées migratoires et la nécessité d'une collaboration entre les États membres pour accueillir ces personnes dans le respect des droits de l'Homme. Ils ont aussi fait état du refus total du Gouvernement croate de reconnaître les cas de mauvais traitement des personnes migrantes arrivées à la frontière croate.

Espagne

- **Abc news**, le 12 février 2020, [Spain finds 69 migrants missing for a day in smuggling boat \[EN\]](#)
- **Info migrants**, le 10 février 2020, [Deux migrants meurent en tentant de rejoindre les Canaries](#)

Le 12 février, les autorités espagnoles ont annoncé avoir retrouvé l'embarcation contenant 67 personnes - dont une femme et cinq enfants – signalée en détresse 24 heures plus tôt. Le début de l'année 2020, quatre personnes seraient officiellement décédées en mer en tentant d'atteindre l'Espagne via le Maroc. Le 9 janvier 2020, lors du sauvetage d'une embarcation en détresse, un bébé d'à peine quelques jours avait été retrouvé sans vie par les autorités espagnoles.

France

- **Témoignage**, le 12 février 2020, [Plus de 27 000 expulsions à Mayotte : la France continue de s'enfoncer](#)

Le Journal de Mayotte alerte sur la politique de « chasse aux étrangers » mise en œuvre par la France à Mayotte contre toute personne sans visa provenant des îles Comores. Il fait état d'une augmentation des expulsions de 83% par rapport à 2018. Le renfort de la militarisation des contrôles sur le territoire mahorais, aux frontières terrestres et maritimes, a fait exploser les interpellations de personnes en situation administrative dite irrégulière. Ainsi, 27 421 d'entre elles ont été expulsées en 2019. En 20 ans les entraves à la libre circulation à l'intérieur de l'archipel ont provoqué la mort d'au moins 12 000 personnes, noyées en tentant de relier Anjouan à Mayotte sur des bateaux de fortune.

Grèce

- **Le Courrier des Balkans**, le 8 février 2020, [Réfugiés en Grèce : Manifs, Chasse à l'homme et lacrymos, climat ultra-tendu à Lesbos*](#)
- **Libération**, le 5 février 2020, [Réfugiés : à Lesbos, une situation explosive et une chasse à l'homme.](#)

Dans la semaine du 3 au 9 Janvier, de nombreuses manifestations, agressions et révoltes ont eu lieu sur l'île de Lesbos, en Grèce. Les journalistes sur place parlent d'« ambiance quasi-insurrectionnelle ». Le 3 février dernier, 2 000 personnes vivant dans le camp de Moria ont organisé une manifestation contre les conditions inhumaines dans lesquelles elles sont forcées de vivre. La manifestation a été violemment réprimée par les forces de l'ordre, qui n'ont pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes. Le lendemain, sur fond de xénophobie, les riverains de l'île ont protesté dans les rues contre la présence des camps d'exilé·e·s. Le 6 février 2020, la police a interpellé sept personnes suspectées de préparer des agressions contre les migrant.e.s dans le camp. Le climat est tendu, les ONG présentes pour aider dans les camps sont elles-mêmes victimes d'agressions de la part des riverains. Le 13 février, le gouvernement a annoncé qu'il comptait exproprier des propriétaires de terres pour construire ces nouveaux centres. Suite à cela, quelques dizaines d'insulaire·s se sont déplacés à Athènes pour protester. Cette escalade des tensions et d'agressions xénophobes se lit au prisme de la nouvelle ligne politique du parti conservateur, au pouvoir depuis juillet 2019, qui affirme vouloir durcir la politique migratoire de la Grèce.

- **L'expression**, le 09 février 2020, Grèce : octroi de l'asile réversible et pour 3 ans seulement

Dans une déclaration publique, le ministre grec chargé des migrations a déclaré qu'il ambitionnait de mettre en place un système d'asile d'une durée de trois ans seulement avec une possibilité de retrait de la protection à tout moment selon l'évolution de la situation dans le pays d'origine des réfugié·e·s. Or, si la Grèce ne permet pas d'obtenir d'autres moyens alternatifs de régularisation et d'intégration, elle condamne les demandeur·euse·s d'asile et les réfugié·e·s à l'insécurité juridique permanente.

- **Mediapart**, le 10 février 2020, Grèce : la construction de camps fermés pour migrants commencera en mars*

Le nouveau gouvernement grec semble plus que jamais décidé à lancer la construction de nouveaux « centres fermés » pour « désengorger » les hotspots sur les cinq îles grecques : Samos, Lesbos, Kos, Chios, Leros. Le 10 février, le ministre des Migrations a annoncé que la construction de ces camps fermés commencerait en mars 2020. Les futurs camps ne devraient plus laisser la possibilité aux personnes d'aller et venir sur l'île. La capacité de ces centres devrait être de 20 000 places et la durée maximale de détention ne devrait, en théorie, pas dépasser trois mois. La Grèce prévoit aussi « d'accélérer » les procédures d'asile pour permettre un renvoi plus rapide vers la Turquie des personnes non éligibles à l'asile en Grèce. Pour rappel il y a actuellement 41 000 demandeur·euse·s d'asile qui s'entassent dans ces hotspots, les conditions de vie y sont déplorables, les lieux insalubres et l'accès aux ressources (eau, nourriture, sanitaires) très difficile.

Italie

- **Ministero degli Affari Esteri e delle Cooperazione Internazionale**, le 9 février 2020, Note by the Ferign Ministry Libya [EN]

Le 9 février 2020 l'Italie a envoyé une proposition de « révision et d'actualisation » du Memorandum of Understanding (MoU) de 2017 négocié avec la Lybie concernant « la gestion des flux migratoires » en Méditerranée. Selon les autorités italiennes, la révision du texte

« introduit quelques innovations importantes visant à renforcer la protection des migrants, des demandeurs d'asile et, en particulier, des personnes vulnérables qui sont victimes de la traite illégale via la Libye ». Ce document ne semble pas proposer de grands changements par rapport à celui de 2017. La collaboration avec les garde-côtes libyens est maintenue. Cependant, on trouve une redéfinition de l'appellation des centres de détention libyens par « centres d'accueil », un vernis politiquement correct pour occulter une réalité bien loin d'être accueillante. On retrouve aussi une inquiétante référence à l'article 19 du MoU de 2008 (signé entre S. Berlusconi et M. Kadhafi) qui prévoyait d'installer des contrôles militaires à la frontière sud, qu'il est cette fois prévu de déléguer à des entreprises privées pour en donner la gestion à l'Union européenne. Une nouvelle occasion d'augmenter le risque de financement d'un business de trafic d'êtres humains ?

- **Le Monde**, le 12 février 2020, Le Sénat italien autorise le renvoi de Matteo Salvini devant la justice pour « séquestration » de migrants

Le 12 février le Sénat italien a pris position sur l'accusation « d'abus de pouvoir » et de « séquestration de personnes » de l'ancien ministre de l'Intérieur et Vice-Président du Conseil Matteo Salvini. Les faits se sont passés à l'été 2019 lorsque que M. Salvini avait refusé le débarquement de plusieurs navires, dont celui des garde-côtes italiens ayant secouru 116 personnes en détresse en Méditerranée. Le Sénat a décidé d'autoriser son renvoi en justice, pour un procès au terme duquel il pourrait écoper de 15 ans de prison. La ligne de défense de M. Salvini reste la même : il s'agissait d'une décision collective du gouvernement. Cette ligne de défense n'a pas convaincu le Sénat, qui a levé son immunité parlementaire.

Royaume-Uni

- **bbc news**, le 7 février 2020, Channel migrants: More than 100 intercepted in 10 hours [EN]

Le 7 février, en l'espace de 10 heures, 102 personnes à bord de six embarcations différentes ont été interpellées par les autorités britanniques alors qu'elles tentaient de traverser la Manche pour rejoindre le Royaume Uni. Au même moment, les autorités françaises avaient procédé à l'interpellation et l'arrestation de 30 personnes qui tentaient la traversée. Le ministre chargé de l'Immigration britannique continue de se féliciter de la réponse sécuritaire mise en place pour gérer ces événements.

- **The Guardian**, le 11 février 2020, Deportation flight concerns coming from "Westminster bubble", says No 10 [EN]

Le 11 février, le Royaume-Uni a décidé d'expulser en Jamaïque 42 personnes sous le coup d'une condamnation et n'étant pas nées sur le territoire Britannique. C'est une double peine pour ces personnes qui, pour certaines, habitaient au Royaume-Uni depuis leur enfance. De nombreuses mobilisations ont eu lieu pour empêcher leur expulsion. Finalement 25 personnes n'ont pas été expulsées suite à la décision du tribunal. Rappelons que le Guardian a révélé en 2019 qu'au minimum cinq personnes sont mortes après que le Royaume-Uni les a expulsées en Jamaïque.

Serbie

- **Euronews**, le 07 février 2020, [Open Border ! : 200 migrants stuck at Serbia-Hungary border demand EU entry \[EN\]](#)

Jeudi 7 février, 200 personnes migrantes se sont rassemblées au poste-frontière de Kelebija entre la Serbie et la Hongrie, pour demander l'ouverture de la frontière afin de pouvoir accéder à l'Union européenne. N'obtenant pas de réponse, ces personnes ont pacifiquement entamé un sit-in le long de la frontière. Munies de leurs quelques effets personnels, enveloppées dans des couvertures sous une température ne dépassant pas les trois degrés dans la soirée, hommes, femmes et enfants ont passé la nuit sur place, barrant la circulation dans l'espoir d'être entendus. D'après la télévision d'État serbe, ils/elles ont été réveillés-e-s au petit matin par des cars envoyés par le gouvernement et ont dû y monter pour rejoindre des centres d'accueil pour demandeurs d'asile en Serbie. Depuis, la frontière de Kelebija a été fermée.

Suisse

- **Le temps**, 13 février 2020, [Bilan de l'asile : ce que le Secrétariat d'État aux migrations passe sous silence *](#)

Le Centre social protestant de Genève a publié un article dénonçant les fanfaronnades du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) à propos de l'efficacité de la nouvelle procédure d'asile suisse (mise en place en mars 2019). Il montre que cette « efficacité » repose sur une procédure expéditive ajoutée à un taux de demandes d'asile extrêmement bas en 2019. Il dénonce aussi le fait que les personnes n'ont parfois même pas le temps de rencontrer un médecin avant d'être renvoyées. Pourtant cette rencontre est essentielle, car elle peut justifier l'ouverture d'un droit à la protection.

Revue de Presse – Du 16 février au 1^{er} mars 2020

Afrique

- Libye
- Niger
- Syrie
- Tunisie

Amérique

- États-Unis

Europe

- Union européenne
- Bosnie-Herzégovine
- Espagne
- France
- Grèce
- Hongrie
- Italie
- Macédoine
- Malte
- Royaume-Uni

Afrique

Libye

- **Big news network**, le 16 février 2020, [2020 Libya Humanitarian Response Plan seeks \\$115 million](#) [EN]

La situation des personnes migrantes en Libye continue de se dégrader. Le 16 février le HCR a lancé son « plan de réponse humanitaire 2020 » pour les villes de Tripoli, Benghazi et Sebha. Ce plan prévoit de faire collaborer 12 organisations internationales, quatre ONG et une quarantaine d'organisations communautaires locales, pour la mise en place de 85 projets humanitaires. Alors que de nombreux rapports prouvent les mauvais traitements infligés aux personnes migrantes dans ce pays, l'ONU a déclaré qu'elle était « déterminée à travailler en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales et avec les communautés pour compléter les efforts de la Libye ».

- **InfoMigrants**, le 25 février 2020, [Que se passe-t-il dans le « centre d'investigations » de Tripoli ?](#)

Le média InfoMigrants publie une enquête sur le centre « d'investigations » de Sarah Zawiya dans le sud de Tripoli. Officiellement, ce centre est un lieu de transit dirigé par le gouvernement de Fayez el-Sarraj où les personnes migrantes interceptées en mer sont interrogées pour une durée maximum de 48h, puis transférées dans un centre de détention officiel. Cependant, des exilé·e·s assurent y être resté·e·s de nombreux mois, y avoir été violenté·e·s, affamé·e·s et dépouillé·e·s de leurs effets personnels. Ils/elles ont aussi été forcé·e·s d'appeler leurs familles pour leur demander de payer une rançon afin de pouvoir sortir du camp. L'inquiétude de la société civile sur la manière dont le gouvernement de Fayez el-Sarraj administre ces camps d'étrangers ne cesse d'augmenter. Le 20 février, 600 personnes migrantes – principalement des femmes et des enfants – ont disparu alors qu'elles se trouvaient dans un camp à Tripoli, placé sous le contrôle du ministère de l'Intérieur libyen. Si le gouvernement assure les avoir libérées, aucune d'elles n'a donné signe de vie depuis cette « libération ».

Niger

- **Rtbf**, le 17 février 2020, [Niger : une distribution d'aide tourne à la bousculade faisant 20 morts](#)

Quinze femmes et cinq enfants ont trouvé la mort lors d'un mouvement de foule pendant une distribution de vivres et d'argent aux exilé·e·s dans la ville de Diffa. Quelques heures avant, le gouverneur de l'État nigérien de Borno (nord-est du Nigeria) était venu visiter les sites nigériens destinés aux réfugiés et avait apporté des vivres et de l'argent à distribuer aux exilé·e·s présents. La visite avait pour ambition de préparer le renvoi à Borno des ressortissant·e·s nigérien·ne·s de ces centres, conséquence directe de la politique d'externalisation des politiques migratoires de l'UE. En effet, le Niger est au coeur de l'approche régionale de l'UE visant à renforcer les frontières terrestres de l'Afrique de l'Ouest pour éviter les migrations vers l'Europe, en échange d'aides de différentes formes (politiques, financières, militaires) de la part de l'UE.

- **RFI**, le 24 février 2020, Niger : les réfugiés soudanais recouvrent la liberté après leur procès

Le 4 janvier 2020, 111 réfugié·e·s soudanais·e·s avaient mis le feu au camp pour demandeur·euse·s d'asile d'Agadez en signe de protestation contre les mauvaises conditions de vie à l'intérieur. Le 21 février, après avoir été arrêté·e·s pour dégradations volontaires, ils/elles ont été condamné·e·s à des peines de prison avec sursis par le tribunal d'Agadez. S'ils/elles sont désormais libres, leur situation n'a pourtant pas changé, ils/elles retourneront dans un autre camp, qualifié de « prison à ciel ouvert » par leur avocat.

Syrie

- **Le Monde**, le 20 février 2020, Dans la région d'Idlib, « les gens ne savent pas où trouver refuge et des enfants sont morts de froid »*

En Syrie, depuis le 1^{er} décembre 2019, la situation ne fait qu'empirer, 900 000 civil·e·s – principalement des femmes et des enfants - ont été déplacé·e·s dans le nord-ouest de la Syrie. La situation est catastrophique, des camps sont construits à la hâte, ils manquent du nécessaire n'ont pas de capacité d'accueil suffisante et obligent les personnes à dormir dehors, le froid hivernal a causé la mort de plusieurs enfants en quelques jours. Alors que la province d'Idlib est encerclée par les forces du régime, la seule issue est la frontière turque qui est totalement fermée et dont les gardes n'hésitent pas à tirer sur ceux qui tentent de la traverser.

Tunisie

- **TV5MONDE**, le 18 février 2020, Tunisie : La douleur des familles des réfugiés retenus à Melilla

Plus de 800 ressortissant·e·s tunisien·ne·s sont bloqué·e·s dans l'enclave de Melilla, ils/elles vivent dans le centre d'hébergement pour les personnes migrantes (CETI) de l'enclave espagnole de Melilla où les conditions de vies sont désastreuses. Le 5 février 2020, dans un communiqué de presse³, le Forum tunisien pour les Droits économiques et sociaux (FTDES) accusait les autorités espagnoles d'utiliser la présence de ces personnes pour faire pression sur le gouvernement tunisien afin qu'il signe un accord de réadmission.

Amérique

États-Unis

- **RFI**, le 16 février 2020, États-Unis : des unités anti-immigration déployées dans les villes sanctuaires

Habituellement en charge de missions dangereuses contre d'importants trafiquants d'armes ou de drogues, la Border Patrol Tactical Unit (unité d'élite formée avec les forces spéciales) va être envoyée aux côtés de la police de l'immigration dans les villes américaines dites « sanctuaires ». Ces villes refusent depuis trois ans de coopérer dans les arrestations et les

³ FTDES, le 05/02/2020, Communiqué de presse, "Spain : Detaining immigrants to impose agreements that do not respect their rights"

<https://ftdes.net/mellila/>

expulsions des personnes ayant perdu leur droit au séjour (New York, San Francisco, Los Angeles...). De nombreuses organisations américaines de protection des « sans-papiers » dénoncent la réaction excessive du gouvernement, et craignent des arrestations très violentes. La réponse sécuritaire de l'administration de D.Trump n'est pas sans rappeler la militarisation grandissante aux frontières et dans les pays de l'UE. Le signal envoyé par le gouvernement américain fait écho aux actions des Etats européens qui tentent de dissuader la solidarité des individus et des ONG envers les exilé·e·s (arrestations, condamnation, obstruction de l'accès aux centres de rétentions...).

Europe

Union Européenne

- **Le Monde**, le 19 février 2020, Libye : l'UE veut enrayer le trafic d'armes et sacrifie la mission Sophia*

« *L'Autriche a refusé que les moyens déployés en Méditerranée aident à sauver des migrants* ». Les États Membres de l'Union européenne ont décidé, le 17 février, de mettre un terme à l'opération navale Sophia et de lancer une nouvelle mission plus à l'Est. Si celle-ci a pour but d'empêcher la livraison d'armes en Libye aux navires venant de l'est de la Méditerranée, ce choix résulte surtout d'une volonté de déplacer les navires officiels hors des principales routes migratoires. Cette volonté est assumée de manière totalement décomplexée par le ministre autrichien des Affaires Étrangères qui assure que l'UE a « besoin d'une opération militaire, pas d'une opération humanitaire ». L'argument principal des autorités européennes pour justifier cette décision est la volonté de ne pas constituer un « facteur d'attraction » pour les personnes migrantes.

Bosnie-Herzégovine

- **RadioFreeEurope /RadioLiberty**, le 16 février 2020, Migrants clash with Bosnian police Over Conditions At Camp Near Croatian Broder[EN]

Le 15 février, des exilé·e·s venu·e·s du camp de Mira à Velika en Bosnie-Herzégovine, ont manifesté contre la violence que leur inflige la police croate à la frontière avec la Bosnie. Lors de cette manifestation de nombreuses altercations entre les policiers et les exilé·e·s ont eu lieu. Les exilé·e·s dénoncent le fait que lorsqu'ils/elles se rendent à la frontière croate, ils/elles sont systématiquement frappé·e·s et dépouillé·e·s de leurs effets personnels. Malgré tous ces témoignages et les nombreux cas de violence documentés par les ONG de défense des droits dans cette région, les autorités croates continuent de nier les accusations d'abus commis par leurs agents aux frontières.

Espagne

- **El diario**, le 19 février 2020, Interior expulsa a otros 36 malienses a Mauritania desde Canarias [ES]**

Lundi 17 février, pour la troisième fois depuis le début de l'année 2020, 51 personnes ont été expulsées depuis les îles Canaries vers la Mauritanie via un vol de l'agence Frontex, alors

qu'aucune d'elles n'était de nationalité mauritanienne. L'Espagne justifie ces renvois par l'accord bilatéral signé avec la Mauritanie en 2013, qui s'applique également « à ceux qui bien que n'ayant pas la nationalité mauritanienne, ont foulé le pays lors de leur itinéraire ». Depuis le début de l'année 2020, 139 personnes migrantes ont été expulsées de cette façon vers la Mauritanie, pays de transit : 106 d'entre elles étaient de nationalité malienne dont 14 au moins avaient exprimé leur volonté de demander une protection internationale. L'ONG Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) a mis en évidence qu'une fois sur le territoire mauritanien, ces ressortissant·e·s malien·ne·s étaient renvoyé·e·s à la frontière avec le Mali et donc à nouveau exposé·e·s à la guerre, qui a débuté au Mali en 2012.

France

- **Le Monde**, le 16 février 2020, Immigration : la bonne entente franco-allemande sur les « dublinés » p.9 **/*

Alors qu'à l'échelle de la France, moins de 20% des demandeur·euse·s d'asile dubliné·e·s sont effectivement transféré·e·s vers le pays « responsable » de l'étude de leur demande de protection, ce chiffre a augmenté de 128% en un an dans le Bas-Rhin. C. Castaner justifie cette augmentation par la pression du gouvernement sur les préfets de police et se félicite de ces résultats. Il affirme qu'en France, en 2019, les renvois Dublin ont augmenté de 60%. Cette satisfaction jure avec les prises de position d'ONG, comme La Cimade⁴, qui dénoncent des renvois « absurdes et infernaux ».

- **The Irish Times**, le 17 février 2020, Airport operation to block Albanians, Georgians from claiming asylum is “scaled back” [EN]

L'Irlande a décidé « d'alléger » le système renforcé des contrôles d'immigration, en place à l'aéroport de Dublin depuis novembre 2019. Ce système empêchait les ressortissant·e·s Albanais·e·s et Géorgien·ne·s de demander une protection internationale, en forçant les compagnies aériennes à les réacheminer avant qu'ils/elles ne soient entré·e·s sur le territoire Irlandais. Les agents d'immigration irlandais effectuaient ces contrôles à la descente de l'avion, et dans les cas où ces ressortissant·e·s ne possédaient pas tous les documents nécessaires pour entrer sur le territoire irlandais, celle-ci leur était refusée et les personnes étaient empêchées de débarquer. Ces pratiques avaient fait chuter de moitié les demandes d'asile des ressortissant·e·s de ces nationalités, car elles ne leur permettaient pas de pénétrer sur un territoire où ils/elles avaient la possibilité de faire une demande de protection. Il faut rappeler que ces contrôles vont à l'encontre des droits humains, du droit international, du principe de non-refoulement, de l'interdiction des expulsions collectives... En considérant qu'il est peu probable qu'il y ait des vols toutes les heures depuis l'Irlande vers l'Albanie ou la Géorgie, la question se pose de savoir où ont été emmenées ces personnes après le refus de débarquement, y'avait-il une zone d'attente ? Combien de temps ces personnes ont été enfermées ? Les réponses à ces questions permettraient de déterminer si l'Irlande pratiquait, en plus, la détention arbitraire... Si, suite à de nombreuses mobilisations, d'organisations de défense des droits humains, les autorités annoncent qu'elles vont alléger ce système de contrôle, elles n'en précisent pas les détails.

⁴ La Cimade, le 25 avril 2019, « Règlement Dublin – La machine infernale de l'asile européen » <https://www.lacimade.org/presse/publication-du-rapport-reglement-dublin-la-machine-infernale-de-lasile-europeen/>

Grèce

- **Aljazeera**, le 15 février 2020, [Aid workers face growing hostility on Lesbos \[EN\]](#)

Harcèlement, intimidations, violences... Les incidents envers les travailleurs humanitaires présents sur les îles en Grèce ne font qu'augmenter. Alors qu'ils ne cessent de tirer la sonnette d'alarme concernant la surpopulation dans les hotspots, les travailleurs humanitaires font face à l'agressivité et à l'hostilité d'une grande partie des riverains. A l'entrée du village de Moria, des habitants ont mis en place un barrage routier où ils traquent les travailleurs humanitaires en exigeant de voir les papiers de chacune des voitures qu'ils considèrent « suspecte ». Suite à l'intensification des tensions avec les insulaires, l'ONG Drop in the Ocean a dû prendre la décision de cesser ses activités de soutiens aux personnes migrantes à Moria le temps que les choses se calment.

- **The Guardian**, le 16 février 2020, [Greece's refugee plan is inhumane and doomed to fail. The EU must step in \[EN\]](#)
- **Tribune de Genève**, le 17 février 2020, [Athènes implore l'UE de l'aider aux renvois](#)

The Guardian dénonce la politique d'asile « punitive et d'extrême droite » du gouvernement conservateur grec, en place depuis juillet 2019. Le ministre grec des Migrations n'a de cesse de durcir sa politique migratoire. Après avoir décidé la construction de camps fermés pour les demandeur·euse·s d'asile, voté une nouvelle loi pour allonger la durée de détention de ces personnes, et lancé un appel d'offre pour la construction en pleine mer de « barrières flottantes », le gouvernement grec demande désormais à l'UE de le soutenir dans l'expulsion rapide des demandeur·euse·s d'asile afghan·ne·s. Le journal britannique fait le point sur l'évolution de la situation en Grèce depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Il rapporte que la nouvelle loi sur l'asile d'octobre 2019 rend le respect des procédures administratives presque impossible à respecter pour les demandeur·euse·s d'asile, à moins d'avoir une assistance juridique. L'article critique les projets « irréalistes et scandaleux » du gouvernement de mettre en place des barrières flottantes en mer Egée ou encore de procéder à l'étude de 50 000 demandes d'asile d'ici juin 2020. L'article termine par une critique envers les États Membres de l'UE qui laissent la Grèce gérer seule la situation et par conséquent abandonne les exilé·e·s et les oblige à vivre dans des conditions dramatiques.

- **Médiapart**, le 25 février 2020, [Migrations : affrontements à Lesbos et Vhios entre policiers et habitants](#)

Le 25 février, de violents affrontements ont opposé les habitants Lesbos et Chios aux forces anti-émeutes envoyées sur ces îles par le gouvernement grec. Depuis plusieurs semaines, les insulaires manifestent régulièrement contre la construction de nouveaux camps fermés pour remplacer les hotspots surpeuplés de ces îles. Les insulaires s'étaient réunis à proximité des lieux de construction des futurs camps, pour protester contre l'arrivée d'un millier de policiers des forces anti-émeutes venus pour sécuriser ces îles. Les forces de l'ordre n'ont pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes, et deux femmes ont dû être hospitalisées. Alors que, face aux nombreuses manifestations, le 17 février, le ministre de l'Intérieur grec avait annoncé interrompre le projet d'expropriation des insulaires pour la construction des centres, il a finalement confirmé son intention initiale quelques jours plus tard.

- **Le Monde**, le 28 février 2020, [La Grèce bloque des centaines de migrants de sa frontière avec la Turquie](#)**

Le 28 février 2020, suite à la mort de 33 soldats turcs à Idlib dans un bombardement des forces syriennes de Bachar El-Assad, le gouvernement turc a annoncé qu'il ne retiendrait plus les personnes migrantes qui tentent de rejoindre l'Europe depuis son territoire. A la suite de cette décision, environ 13 000 exilé·e·s se sont déplacé·e·s – parfois avec des bus affrétés à cet effet – vers la frontière commune entre la Turquie et la Grèce, ils/elles ont rejoint les zones frontalières d'Edirne, d'Izmir et de Çanakkale. En parallèle, le gouvernement grec a renforcé la sécurité à ses frontières et n'a pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes et des bombes assourdissantes pour repousser ces personnes et les empêcher de passer la frontière. De nombreux exilé·e·s sont bloqué·e·s dans la zone tampon (zone qui sépare les deux entités géographiques) du poste frontalier de Kastanies près de la ville d'Edirne. L'agence européenne Frontex a annoncé avoir porté à un niveau d'alerte « élevé » toutes les frontières européennes communes à la Turquie.

Hongrie

- **InfoMigrants**, le 21 février 2020, [Hungary's slow descent into xenophobia, racism and rights abuses](#) [EN]**

Cet article retrace l'évolution, depuis 2015, de la politique migratoire hongroise, de plus en plus sécuritaire. Il dénonce la manière dont les lois et politiques hongroises vont toujours plus loin dans la violation des droits humains des personnes en migration. Après avoir commencé par construire une clôture le long de la frontière avec la Serbie et y avoir posté des milliers de gardes en 2015, le gouvernement hongrois a ensuite adopté « l'état d'urgence migratoire », permettant par exemple de faire des perquisitions sans mandat légal. Aujourd'hui, celles et ceux qui parviennent à déposer une demande d'asile sont placé·e·s dans des zones dites « de transit » qui ressemblent à des prisons de haute sécurité. En vertu de la législation hongroise, si une personne sort de ce centre avant qu'une décision ait été prise concernant son dossier, sa demande d'asile est automatiquement annulée. La Hongrie parque les demandeur·euse·s d'asile dans ces lieux, où il a été prouvé que la nourriture fournie est insuffisante afin de les pousser à partir et à renoncer à leurs demandes. Alors que la Cour européenne des droits de l'Homme a déjà plusieurs fois ordonné à la Hongrie de nourrir les personnes migrantes en détention, rien ne semble changer.⁵ A l'inverse, les campagnes du gouvernement sont de plus en plus xénophobes et anti-migration.

Italie

- **InfoMigrants**, le 24 février 2020, [Coronavirus : les rescapés de l'Ocean Viking placés en quarantaine en Sicile « par précaution »](#)
- **InfoMigrants**, le 25 février 2020, [Après une semaine d'attente en mer, les 200 rescapés du Sea Watch autorisés à débarquer en Italie](#)

Le 23 février, après plusieurs jours d'attente en mer, le ministère de l'Intérieur Italien a autorisé le débarquement en Sicile des 274 personnes secourues par le navire Ocean Viking de l'ONG SOS Méditerranée. Cependant, en raison de l'épidémie de coronavirus qui touche toutes les régions du monde, cette autorisation s'accompagne d'une mise en quarantaine de 14 jours pour tout le personnel à bord du navire ainsi que pour les rescapé·e·s une fois

⁵ InfoMigrants, le 6 mai 2019, [La Hongrie refuse toujours de nourrir les déboutés du droit d'asile.](#)

débarqué-e-s. L'ONG dit reconnaître et respecter les mesures exceptionnelles de santé publique mises en place par le gouvernement Italien, mais craint que cela n'entraîne « un nouvel épisode d'anxiété injustifié auprès du public concernant les personnes secourues en mer » ou que cela ne serve de « prétexte pour empêcher l'Ocean Viking de reprendre sa mission de sauvetage en Méditerranée centrale ». Cette situation s'est répétée pour un autre navire, le 25 février – après avoir passé une semaine à errer en mer, demandé trois fois à l'Italie et à Malte l'autorisation de débarquer et fait appel à la Commission européenne – le Sea Watch 3 a obtenu l'autorisation de débarquer ses 194 rescapé-e-s au port de Messine, à condition de placer le personnel du navire en quarantaine. En conséquence, il n'y aura plus aucun navire de sauvetage en mer Méditerranée, le temps que ces quarantaines soient levées.

Macédoine

- **InfoMigrants**, le 24 février 2020, Macédoine du Nord : près de 100 migrants découverts dans des camions en 24h

Le 21 février la police macédonienne a découvert 47 personnes migrantes à l'arrière d'un camion abandonné dans le sud-ouest du pays. Ces personnes qui provenaient de camps grecs ont été transférées dans des centres de rétentions en Macédoine et devraient rapidement être renvoyées vers la Grèce. Moins de 24h plus tard, 43 personnes originaires du Bangladesh ont été retrouvées entassées dans un véhicule près de la frontière avec la Serbie. Elles ont été transportées dans un centre de transit à Tabanovce et seront probablement expulsées. Entre le 1^{er} et le 19 janvier, la police macédonienne déclare avoir arrêté et mis en détention 1 365 personnes migrantes.

Malte

- **Times of Malta**, le 17 février 2020, Four boats of migrants “stuck” in Malta’s SAR [EN]

Selon la *hotline* d'urgence de l'ONG AlarmPhone, au cours de la semaine du 10 au 17 février 2020, quatre embarcations transportant des personnes migrantes ont demandé à être secourues dans la zone de recherche et sauvetage (SAR) de Malte. Sur ces quatre bateaux, l'ONG n'a la certitude que seulement deux ont été secourues par les Forces Armées de Malte (AFM). AlarmPhone émet l'hypothèse que les deux autres embarcations ont été secourues par les autorités de Malte et d'Italie. L'ONG dénonce le comportement de l'AFM qui occulte des informations et met en danger les personnes en détresse par de longs retards dans les opérations de sauvetage.

Royaume-Uni

- **PoliticoPro**, le 18 février 2020, UK shuts the door to unskilled migrants

Au Royaume-Uni, le nouveau système d'attribution de visa post-brexit a été officiellement révélé. Il s'inspire du système australien à points où le profil et les compétences de chacun.e sont convertis en nombre de points, permettant ou non d'obtenir un visa travail et de s'installer dans le pays. Ce système ne permet pas aux personnes migrantes « non qualifiées » de venir vivre au Royaume-Uni. Il faut pour son octroi obtenir, entre autres, un minimum de 70 points, et faire la preuve d'une offre d'emploi assurant un salaire minimum de 25 600£ par an.